

Luigi Di Maio «Pourquoi j'ai voulu rencontrer des représentants des "gilets jaunes"»

Par LUIGI DI MAIO

Après la visite, mardi, du vice-président du conseil italien à des membres de la liste RIC aux élections européennes, la France a rappelé son ambassadeur en Italie, jeudi. Le leader du M5S s'explique

A près le rappel par le gouvernement français de son ambassadeur [jeudi 7 février], la première chose que je voudrais répéter avec force, c'est que l'Italie et le gouvernement italien considèrent la France comme un pays ami et son peuple, avec sa tradition démocratique millénaire, comme un point de référence, au niveau mondial, dans les conquêtes des droits civils et sociaux. En tant que ministre

du développement économique, du travail et des politiques sociales, j'ai toujours regardé la France et son système d'Etat-providence comme «l'étoile polaire» des droits sociaux européens. Je ne suis pas étonné que le peuple français montre des signes considérables de malaise vis-à-vis du démantèlement de certains de ces droits. Et ceci ne concerne pas seulement le gouvernement actuel.

Vous devriez savoir qu'en 2016 j'ai fait une visite à l'Assemblée nationale, au moment où ont débuté les grandes manifestations populaires contre la réforme du droit du travail voulue par François Hollande, qui a ensuite été poursuivie de façon à rendre le travail encore plus précaire. Ces recettes ultralibérales ont été menées par des partis de droite comme de gauche, ont précarisé la vie des citoyens et en ont fortement réduit le pouvoir d'achat. J'avais été très marqué par le fait de trouver, parmi les revendications du manifeste des «gilets jaunes», des thèmes qui désormais dépassent la droite et la gauche et qui mettent au centre le citoyen et ses besoins, dans une attitude post-idéologique.

C'est pour cette raison que j'ai voulu rencontrer des représentants des «gilets jaunes» et de la liste RIC, parce que je ne crois pas que l'avenir de la politique européenne soit dans les partis de droite ou de gauche, ou dans ces partis

qui se disent «nouveaux» mais sont en réalité le fruit d'une tradition, voire d'une histoire familiale.

En Italie, nous regardons avec beaucoup d'attention et de respect ce qui se passe en France. Par ailleurs, tous les jours, en tant que gouvernement italien, nous cherchons à prendre des initiatives destinées à rétablir les droits des citoyens, en inversant la route par rapport au passé, à ce temps où l'action politique avait pour seul objectif d'ôter des droits et des possibilités économiques aux plus faibles pour tout offrir aux potentats économiques. Ceci parce que nous voulons que la qualité de vie soit meilleure pour les citoyens. Nous pensons, en effet, que là où il y a un équilibre, les conflits peuvent s'apaiser.

UN POINT DE RÉFÉRENCE

Dans la dernière loi de finances, nous avons décidé d'augmenter les impôts sur les jeux de hasard, les banques, les compagnies d'assurance, les multinationales qui extraient le pétrole dans notre mer, et dans le même temps de réduire d'un demi-milliard les dépenses militaires, pour financer des mesures qui permettront à 1 million d'Italiens de partir à la retraite plus tôt et à 5 millions d'Italiens de recevoir un revenu minimal.

Dans le même temps, nous allons débloquer 1 milliard d'euros d'investisse-

ments dans les start-up innovantes et nous avons recalibré la fiscalité des petites et moyennes entreprises qui, malgré les fortes difficultés, nous ont permis de devenir la deuxième puissance industrielle en Europe, tout en les protégeant de l'étau infernal de certaines directives européennes, comme celle sur la libéralisation des services (dite Bolkestein). Enfin, nous nous sommes attaqués aux «retraites dorées», et aux rentes viagères de privilégiés.

Nous regardons votre peuple comme un point de référence et pas comme un ennemi, et les divergences politiques et de vision entre le gouvernement français et italien ne doivent pas affecter le rapport historique d'amitié qui unit nos deux peuples et nos deux Etats.

Pour cette raison, en tant que représentant du gouvernement de mon pays, je tiens à réaffirmer la volonté de collaboration de notre exécutif, sur les questions qui nous tiennent le plus à cœur, en tant que membre fondateur de l'Union européenne. ■



Luigi Di Maio est vice-président italien du conseil et chef politique du Mouvement 5 étoiles

Le M5S au risque d'une surenchère avec la Ligue de Matteo Salvini

L'antimacronisme développé par Luigi Di Maio fait le jeu, de fait, du leader du parti d'extrême droite, qui a de hautes ambitions européennes, analyse le géopoliticien Cyrille Bret

Par CYRILLE BRET

Matteo Salvini se nourrit des crises qu'il provoque. Plus elles sont graves, plus il prospère. La crise diplomatique actuelle avec la France est destinée à renforcer cette tactique. Pour le leader italien, dégrader les relations transalpines consacre son statut de principal opposant à la présidence Macron. Loin d'être conjoncturelle ou passagère, cette crise illustre la stratégie de rupture que Matteo Salvini a utilisée pour se porter au pouvoir en Italie. Depuis sa création, en 1989, la Ligue [le parti d'extrême droite qu'il dirige] prône le rejet des partis traditionnels (Démocratie chrétienne au premier chef) et de leurs engagements européens.

Mais cette crise recherchée par le vice-président du conseil italien manifeste aussi son grand dessein: transformer la campagne des européennes en un référendum continental contre Emmanuel Macron et rassembler sous sa bannière les partis nationalistes d'Europe. Le temps de la rupture avec le système s'achève pour la Ligue et ses alliés. Désormais, c'est une ambition continentale qui se déploie partout en Europe.

Matteo Salvini ambitionne-t-il de devenir un homme politique français? On pourrait le croire tant il s'implique (ou s'ingère) dans la vie politique hexagonale. Depuis sa victoire aux élections générales italiennes [en mars 2018] et sa nomination comme vice-président du conseil, il a réactivé son alliance avec le Front (devenu Rassemblement) national.

Appelant à voter pour le RN, tenant des meetings avec Marine Le Pen, Matteo Salvini se place à l'avant-

garde du rejet de l'islam, des migrants et des demandeurs d'asile.

Le mouvement des «gilets jaunes» lui a fourni un prétexte supplémentaire pour s'inviter dans le débat français: multipliant les déclarations de soutien aux manifestants, il a appelé au départ du président de la République. De là à prendre symboliquement la tête de la contestation, il n'y a qu'un pas. La stratégie de la rupture et l'ambition européenne sont étroitement imbriquées: soutenir le RN, contester le système institutionnel, l'oligarchie et les migrations servent un seul même objectif: prendre d'assaut le «bunker de Bruxelles».

«BAISER DE LA MORT»

En Italie, la stratégie de rupture de Matteo Salvini vise à supplanter son partenaire de coalition, le Mouvement 5 étoiles (M5S). A l'issue des élections générales du 4 mars 2018, les deux partis étaient presque à parité avec 37 % des voix pour la Ligue et 32,7 % des voix pour le M5S.

Dès l'été 2018, Salvini a cherché à prendre l'avantage. Il a multiplié les sorties contre l'Europe, accusée de favoriser les affluxs de migrants et de laisser l'Italie démunie. Face aux sondages favorables à Matteo Salvini et à l'occasion du mouvement des «gilets jaunes», le M5S a vite renoncé à ses convictions européennes. Il a emboîté le pas à la Ligue. En proposant aux «gilets jaunes» sa plate-forme numérique, en accusant la France d'appauvrir l'Afrique puis en annonçant la fin de l'ère Macron, Luigi Di Maio s'est engagé dans la surenchère. L'opposition à la France de Macron est devenue pour lui la martingale de la survie politique.

Mais la stratégie de Matteo Salvini est celle d'un «baiser de la mort»: en communiant avec la Ligue dans l'antimacronisme, le M5S perdra ses spécificités. La Ligue n'a-t-elle pas déjà renoncé à être seulement «du Nord» pour mordre sur les fiefs électoraux méridionaux du M5S?

Matteo Salvini ne limite pas ses ambitions à la scène nationale. Depuis des mois, il sillonne l'Europe pour bâtir une coalition. Son premier objectif est le parti du premier ministre hongrois, le Fidesz. Lors de sa conférence de presse conjointe avec Viktor Orban à Milan, le 29 août 2018, Matteo Salvini a repris la principale récurrence de la Hongrie et du groupe

de Visegrad (Hongrie, République tchèque, Pologne et Slovaquie) envers Bruxelles: la politique migratoire de l'Union mettrait en danger l'identité culturelle de l'Europe et le principe de souveraineté nationale.

Il a ainsi amorcé une «convergence des luttes» nationaliste propre à séduire en Slovaquie, en République tchèque et au-delà. Il exploite une conjoncture particulière car le Fidesz voit son affiliation traditionnelle au Parti populaire européen remise en question. Le PPE n'a en effet pas soutenu la Hongrie en septembre 2018, quand le Parlement européen a voté pour les sanctions prévues à l'article 7 du traité sur l'Union européenne en cas de graves risques pesant sur les droits fondamentaux.

Le deuxième objectif de Salvini est l'alliance avec le PiS, au pouvoir en Pologne. Lors d'un déplacement à Varsovie, le 9 janvier, il a signé avec ses dirigeants un accord antimigrations en dix points. Là encore, il exploite la conjoncture: le gouvernement polonais est lui aussi en butte à la procédure de l'article 7 en raison de ses réformes constitutionnelles. En outre, dans le prochain Parlement européen, le PiS sera privé de son principal allié, le Parti conservateur britannique, et devra chercher un groupe. De là à rejoindre la Ligue...

Matteo Salvini veut recomposer la scène politique européenne pour contester le poids du PPE et des socialistes-démocrates. Pour compter au Parlement, il doit rassembler 25 eurodéputés issus d'au moins sept Etats membres. Les 27 eurodéputés dont les sondages crédent la Ligue doivent constituer l'épine dorsale d'un groupe où siégeront les 20 députés du RN français, les 5 représentants du FPÖ autrichien, les 4 députés PVV néerlandais et les élus de partis comme les populistes du SPD tchèque, ceux du Vlaams Belang belge... Fort d'un groupe parlementaire dont il maîtriserait les principaux éléments et la ligne, Salvini entend peser sur la nomination du président du Conseil européen puis sur l'attribution des postes de commissaires.

Dans cette campagne électorale, Matteo Salvini aura comme cible principale le président français, Emmanuel Macron. La crise diplomatique entre Paris et Rome s'insère dans une stratégie continentale de la tension – mûrement réfléchie et savamment organisée. ■



Cyrille Bret, philosophe et géopoliticien, est directeur du site Eurasiaprospective.net et enseigne à Sciences Po Paris

La France doit retrouver l'Italie, son amie de toujours

Né d'une union entre deux partis très différents, le gouvernement italien est sujet à des tiraillements qui conduisent chacun à choisir ses amis et ses ennemis, sans tenir compte de l'histoire, juge la romancière italienne

Par GINEVRA BOMPIANI

Nous sommes nombreux en Italie, depuis quelque temps, à nous sentir étrangers dans notre propre pays, soudain «ennemi» de la France. Il est peut-être logique pour un gouvernement qui vacille sur ses quatre jambes, tout en se présentant le champion du «changement», de choisir ses amis et ses ennemis sans tenir compte de l'histoire et des traditions, voire en prenant le contre-pied. Mais la politique italienne ne reste-t-elle pas toujours un mystère, pour les pays voisins notamment?

Le gouvernement italien est né par un hasard politique de la combinaison de deux partis très différents. Depuis les élections du 4 mars 2018, le Mouvement 5 étoiles est devenu le balancier entre la droite et la gauche. Après des tentatives d'accord avec l'une puis avec l'autre, le mouvement de Luigi Di Maio, s'est vu contraint de négocier avec l'extrême droite de Matteo Salvini.

Les 5 étoiles se targuent depuis longtemps de n'être «ni de droite ni de gauche», et de pouvoir gouverner avec tous ceux qui s'engagent à mettre en œuvre les points essentiels de leur programme, dont le «renouveau de la citoyenneté», l'arrêt des grands ouvrages, la réduction des salaires des parlementaires. Autant de mesures qui sembleraient mieux correspondre à un électoral de gauche.

LES 5 ÉTOILES DÉPASSÉS

Ce sont donc deux partis avec très peu de choses en commun qui ont été contraints de rédiger un «contrat» obligeant chacun à mettre en œuvre les éléments essentiels du programme de l'autre. Le seul point commun entre eux étant sans doute celui de la politique à l'égard des migrants: celle-ci consiste à nier le phénomène – qu'ils présentent comme une invention des «passeurs» –, à fermer les ports, à laisser des dizaines de migrants moisir sur les bateaux qui les ont secourus, à empêcher ceux qui sont en Italie de demander l'asile, à fermer les centres d'hébergement et à les déporter ici ou là dans tout le pays tels des colis sans destination.

Tout cela au nom du slogan emprunté par Salvini à Trump: «Les Italiens d'abord.» Dans l'application du «contrat», cependant, les heurts entre les deux partis au gouvernement sont de plus en plus nombreux. La Ligue aime les grands ouvrages (comme la ligne ferroviaire Turin-Lyon), que les 5 étoiles haissent. La fermeture des ports et l'entassement des migrants sur les bateaux privés de sanitaires, selon les directives de Salvini, mettent dans l'embarras les 5 étoiles, qui s'étaient détournés du Parti démocrate. Les rapprochements de Salvini avec Le Pen et

Orban troublent le sommeil de nombreux partenaires du gouvernement. Mais surtout: les slogans de la Ligue semblent plaire à un tiers des Italiens, et celle-ci a doublé sa cote de popularité ces derniers mois, au détriment du Mouvement 5 étoiles.

Que faire alors? Comment remonter la pente? Où trouver des alliés?

Pour les 5 étoiles, le problème est sérieux: ils n'ont pas d'identité claire, alors que la Ligue en a une. N'être «ni de droite ni de gauche», ou être les deux, rend difficile la recherche d'homologues et d'alliés. Et puisque le gouvernement italien regarde vers les élections européennes, en mai prochain, comme vers un phare dans la nuit, trouver ses propres soutiens est essentiel pour chacune des deux composantes: la Ligue espère recueillir suffisamment de voix pour se débarrasser de son allié Luigi Di Maio, tandis que celui-ci espère freiner le déclin. Les «gilets jaunes» peuvent apparaître, dès lors, comme l'allié idéal: c'est un mouvement d'opposition «ni de droite ni de gauche», mais que chacun des deux courtise. Leur positionnement n'est pas encore clair, leurs attaches sociales non plus. Dans le doute, les 5 étoiles peuvent croire déceler en eux leurs propres incertitudes.

UN PEUPLE BALLOTTÉ, PERDU

L'Italie est un pays magnifique. Sa vraie nature est exempte de suffisance ou de glorification à l'égard des étrangers, individus ou pays. Les Italiens, pas encore convaincus d'être une nation, ont un faible sens de l'état; mais cette attitude a un avantage: il n'y a pas de compétition entre les Etats souverains dans la tête des Italiens. Le mot de «souveraineté», que leurs gouvernements ont tout le temps à la bouche, leur est étranger.

Mais c'est aussi un pays tombé dans la pauvreté, situation à laquelle la gauche n'a pas remédié. Et qui est ballotté par des milliards de commentaires déversés par les politiques dans les innombrables talk-shows, des mots mystificateurs, trompeurs, dans un italien mal fagoté, des mots qui n'ont d'autre but que l'affrayer, le confondre et le mettre en colère. C'est pourtant dans ce pays que la France, en grattant sous la surface, doit retrouver son ami de toujours. Sans faire l'erreur de confondre le peuple avec son gouvernement. J'espère que l'ambassadeur de France, dans sa superbe demeure au cœur de Rome, a suffisamment appris à connaître ce peuple pour vouloir y revenir. ■

Traduit de l'italien par Françoise Brun et Liana Levi



Ginevra Bompiani est romancière et éditrice

SALVINI VEUT RECOMPOSER LA SCÈNE POLITIQUE EUROPÉENNE POUR CONTESTER LE POIDS DU PPE ET DES SOCIAUX-DÉMOCRATES